

## Le secteur manufacturier québécois après les désillusions de la décennie 2000

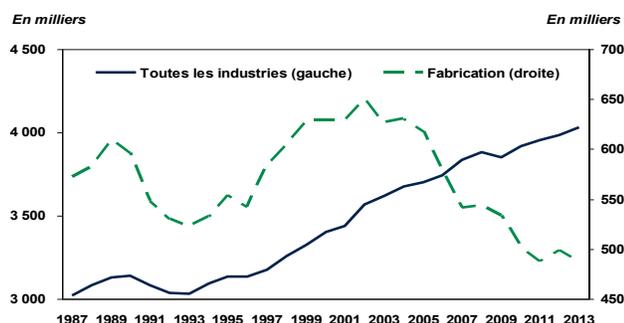
La décennie 2000 a été fertile en bouleversements pour le secteur manufacturier québécois. Toutefois, la période post-récession n'est pas encore porteuse de changements majeurs. La saignée de l'emploi semble avoir pris fin, mais le PIB fait du surplace. Depuis trois ans, on a tout de même observé une légère embellie au chapitre des exportations et de l'ouverture générale au commerce extérieur. En résumé, la dégringolade du secteur s'est passablement estompée. Cependant, certaines grandes nations manufacturières, dont les États-Unis, se sont données de nouvelles assises pour revenir en force après le choc de la crise financière. La question qui se pose est la suivante : les entreprises québécoises auront-elles profité de cette période d'après-crise pour conquérir de nouveaux marchés et augmenter leur compétitivité ou se seront-elles mises à l'abri entre deux âpres combats avec la concurrence? Les prochaines années permettront d'en juger.

### LA SAIGNÉE DE L'EMPLOI S'EST ATTÉNUÉE

L'emploi est un indicateur qui suscite toujours beaucoup d'intérêt. Un regard sur le long terme (graphique 1) permet de voir que l'emploi manufacturier a culminé au Québec en 2002 (moyenne annuelle autour de 650 000) pour ensuite s'atrophier et atteindre 486 600 en 2013. Depuis 2010, il oscille autour de 490 000. Le graphique 1 révèle deux choses : premièrement, la tendance n'a pas suivi l'emploi total qui a crû au Québec durant cette période. Deuxièmement, alors que l'on continue de parler de saignée de l'emploi dans les médias, on observe une relative stabilité au cours des trois dernières années. Le gros du choc a été encaissé entre 2003 et 2010 ce qui coïncide, avec un léger décalage, avec l'appréciation du dollar canadien.

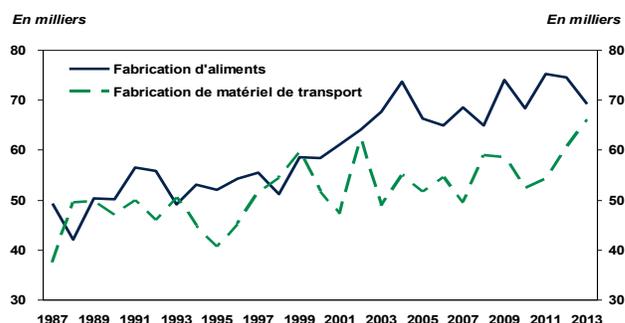
En 1987, année à compter de laquelle les données sont disponibles selon l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, le nombre d'emplois manufacturiers était de 571 700. Bien que la très grande majorité des secteurs ait subi des pertes d'emplois entre 1987 et 2013, on note tout de même que quelques-uns d'entre eux ont plutôt progressé durant cette période. Il s'agit notamment de la fabrication d'aliments et de celle du matériel de transport (graphique 2). Le secteur des produits en plastique et en caoutchouc a aussi connu une hausse, mais de moindre importance. Fait à noter, 1987 est l'année qui précède la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Toutefois, ce ne sont pas tous les secteurs qui ont connu une augmentation du nombre de leurs travailleurs. Il est important de ne pas généraliser.

**Graphique 1 Québec : l'emploi total a progressé et l'emploi manufacturier a décliné**



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active et Desjardins, Études économiques

**Graphique 2 Québec : L'emploi manufacturier compte deux exceptions notables : les aliments et le matériel de transport**



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active et Desjardins, Études économiques

**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Joëlle Noreau**  
Économiste principale

418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

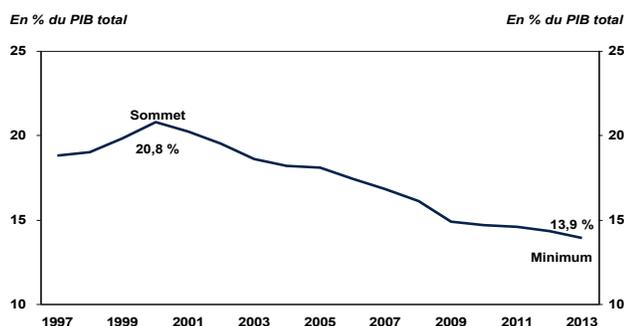
Les attentes en matière d'emploi sont souvent très élevées. Sont-elles réalistes? L'analyse permet de mettre en lumière certaines contradictions. D'une part, les décideurs économiques souhaitent généralement une augmentation du nombre d'emplois manufacturiers. Ceux-ci sont traditionnellement plus rémunérateurs que ceux des autres secteurs sans compter qu'ils ont un effet multiplicateur dans d'autres sphères d'activité (services aux entreprises, marketing, etc.). D'autre part, on réclame un accroissement de la productivité du travail pour que les entreprises d'ici soient plus compétitives face aux adversaires commerciaux et qu'elles demeurent dans la course. Comment multiplier les emplois alors que la concurrence est extrêmement vive et, qu'en même temps, une portion de la production manufacturière a été délocalisée à l'étranger?

Dans ce contexte de réduction de cadence de la production, il est difficile, voire impossible, de concilier la hausse du nombre de travailleurs et de la productivité. Pour ce faire, il faudrait voir une augmentation notable de la production pour observer, éventuellement, une hausse de l'emploi. Cette affirmation est d'autant plus vraie que le recours à l'automatisation et à la robotisation est de plus en plus privilégié. Il faut également mettre en perspective cette question avec celle du vieillissement de la population et de la rareté de la main-d'œuvre qui ne plaide pas pour une forte croissance des nouveaux emplois, mais davantage sur le remplacement des départs à la retraite.

### LE PIB MANUFACTURIER STAGNE DEPUIS 2010

On l'a dit sur toutes les tribunes, l'importance du secteur manufacturier diminue dans l'ensemble de l'économie québécoise. Toutefois, la baisse considérable observée au cours des années 2000 s'est estompée (graphique 3). Depuis la récession, il y a une stagnation autour de 14 à 13 % du PIB total québécois. L'idée selon laquelle le secteur est encore en chute libre ne tient plus la route. À l'image des économies mondiale et américaine qui ont été très hésitantes ces

**Graphique 3 Québec PIB manufacturier : la diminution s'estompe**

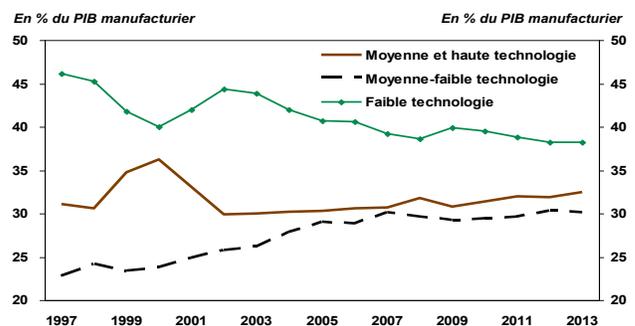


Sources : Statistique Canada, tableau 379-0030 et Desjardins, Études économiques

dernières années, l'industrie manufacturière québécoise, prise dans son ensemble, a davantage piétiné qu'elle ne s'est affaissée.

Les changements les plus notables semblent avoir été observés avant la récession, c'est ce que confirme l'analyse selon le niveau technologique du PIB. Le graphique 4 permet de noter que de 1997 à 2007, la part de la production à faible niveau technologique s'est estompée. Les moyenne et haute technologies (annexe 1 à la page 5) ont diminué de façon brusque en raison de l'éclatement de la bulle technologique au début des années 2000 pour se stabiliser jusqu'en 2009 et progresser modestement depuis 2010. Enfin, la part de la moyenne-faible technologie a augmenté jusqu'en 2007 pour ensuite se stabiliser autour de 30 % du PIB manufacturier. Bref, l'attentisme qui a caractérisé l'ensemble de l'économie du globe a aussi rejoint les usines québécoises.

**Graphique 4 Québec PIB selon le niveau technologique : peu de changements depuis la récession**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La récession a chamboulé le rythme de la production de biens partout à travers le monde. À l'heure actuelle, c'est un peu comme si chaque économie tentait de replacer ses pions sur l'échiquier mondial. On épie ses adversaires commerciaux en calculant ses chances de garder la faveur des clients actuels tout en tentant de percer de nouveaux marchés. De toute évidence, le redémarrage poussif de l'économie européenne, la réduction de cadence dans les marchés émergents et la langueur du secteur manufacturier américain de 2008 à 2013 n'ont pas permis de relancer les opérations québécoises avec vigueur à ce jour.

### LES GRANDS JOUEURS DU MANUFACTURIER S'ÉCHANGENT LES PREMIÈRES PLACES AU FIL DU TEMPS

En ce qui a trait à la valeur des ventes, on constate que depuis 1992 le palmarès des cinq plus grands secteurs n'a pas changé du tout au tout (annexe 2 à la page 5). Le secteur de la fabrication d'aliments demeure en tête en 2013 avec 13,9 % de la valeur des ventes totales. La première transformation

des métaux se classe au deuxième ou au troisième rang. Par contre, le matériel de transport a pris de l'importance tant dans le classement qu'en importance relative, passant de 6,9 % en 1992 à 11,6 % en 2013. Sans surprise, on note que la production de pâtes et papiers a décliné au fil du temps alors que la fabrication des produits informatiques et électroniques n'a été qu'une étoile filante qui s'est classée dans les cinq premiers secteurs autour des années 2000.

Les changements structurels se réalisent sur de longues périodes. Les chambardements les plus marqués s'observent au sein même des secteurs. Durant les périodes de 1992 à 2000 et de 2000 à 2009 le classement a évolué. Dans l'intervalle de 2009 à 2013 (plus court que les autres) peu de modifications ont été observées : il serait hâtif de parler de reconversion manufacturière post-récession. Les bouleversements se sont produits avant. Toutefois, on note une concentration plus grande des cinq principaux secteurs dans le total des ventes des fabricants depuis les années 2000, lorsque l'on compare aux années 1990.

### UN TAUX D'OUVERTURE QUI A TRÉBUCHÉ DEPUIS 2001

Le taux d'ouverture au commerce extérieur des biens est calculé comme suit : c'est la somme des exportations et des importations du Québec, hors du Canada, exprimée en pourcentage du PIB québécois. Comme le démontre le graphique 5 (en dollars courants et constants) dont les observations permettent de remonter jusqu'en 1981, le mouvement s'est accéléré après la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Le sommet a été atteint en 2000, suivi d'une descente abrupte jusqu'en 2003, conséquence notamment de l'éclatement de la bulle technologique qui a mis à mal l'industrie des produits informatiques et électroniques et de la récession américaine de 2001. De 2003 à 2008, le taux a oscillé tantôt à la hausse, tantôt à la baisse pour diminuer sous la barre des 50 % lors de la dernière récession. Depuis, on observe une légère remontée. En parallèle, on a vu les manufacturiers québécois accentuer

leurs échanges avec les autres provinces canadiennes en réaction à la concurrence extérieure et à la hausse marquée du dollar canadien.

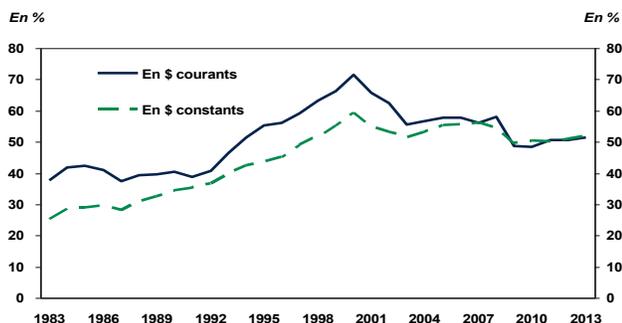
Le taux d'ouverture actuel, pour les biens, est d'environ 50 %. Cette marque peut décevoir lorsque l'on prend en compte tous les efforts investis pour prospecter de nouveaux marchés depuis plus d'une décennie tant par les gouvernements que par les instances régionales et locales. Il demeure tout de même supérieur à celui qui prévalait dans années 1980, mais bien des accords de libre-échange ont été signés depuis. Par ailleurs, la mondialisation de la production et les efforts de promotion pour intégrer les chaînes de production mondiales n'ont pas nécessairement trouvé écho dans les usines québécoises, du moins, pas autant qu'on aurait pu le souhaiter. Il faut mentionner que la force du dollar canadien à compter de 2003 a été un vent contraire aux exportations, mais un atout pour les importations.

### DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES EN CONVALESCENCE

Du côté des exportations, il est intéressant de noter qu'il y a eu des développements positifs récemment, contrairement à nombre d'indicateurs observés jusqu'à présent. Lorsque l'on regarde la part des ventes des fabricants québécois qui est exportée hors du Canada depuis 1992, on constate qu'elle a culminé en 1998 à 55,1 % (graphique 6). C'était avant la hausse du dollar canadien, la crise des technos, la récession américaine de 2001, la fin des quotas d'importation de textiles et de vêtements et la guerre commerciale sur le bois d'œuvre. Bref, une période où étaient réunis des facteurs plus favorables au commerce extérieur.

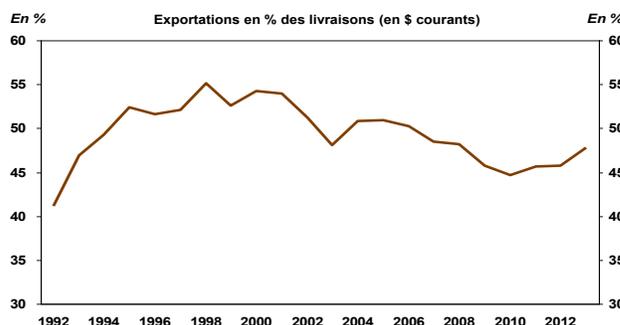
Depuis, les conditions se sont resserrées et la récession de 2009 a contribué à restreindre encore davantage les exportations internationales de biens fabriqués au Québec. Le nombre d'entreprises exportatrices a diminué. Le phénomène ne lui est pas exclusif : l'Ontario a aussi vu ses exportations diminuer. Toutefois, une remontée des expéditions hors du

**Graphique 5 Québec : le taux d'ouverture\* a diminué, mais une hausse se profile**



\* : (Exportations des biens + Importations des biens) / PIB total  
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

**Graphique 6 Québec : une remontée de la part des exportations de biens en % des livraisons s'observe**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Canada s'observe au Québec depuis et la part des ventes qui est exportée est passée de 44,6 % en 2010 à 47,7 % en 2013. Ce redressement s'appuie notamment sur une demande plus forte en provenance des États-Unis.

D'une part, la valeur des exportations destinées au voisin américain a recommencé à croître en 2011. Pour le moment, elle n'a pas rejoint le niveau qui prévalait avant la dernière récession (52,1 G\$ en 2007 et 51,0 G\$ en 2008). D'autre part, le pourcentage des exportations internationales de biens destinées aux États-Unis (qui était supérieur à 80 % au début des années 2000) est passé par un creux de 67,5 % en 2011 pour remonter à 70,7 % en 2013. Bref, la santé du principal partenaire commercial du Québec, hormis le Canada, a joué dans le redressement des statistiques.

### RECONVERSION, TEMPS D'ARRÊT, PAUSE SALUTAIRE OU DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE

L'examen des grands indicateurs économiques entourant le secteur manufacturier québécois révèle que peu de changements majeurs ont été observés depuis la dernière récession. La reconversion, si on l'entend du point de vue d'un changement important du secteur, s'est davantage matérialisée à la fin des années 1990 et au début des années 2000 qu'à la suite de la récession. Cette dernière et le lent redémarrage des économies mondiale et américaine qui s'en est suivi ont prolongé le contexte d'incertitude pour les entreprises d'ici. Celles-ci ont été prises entre deux feux : investir pour accroître leur productivité et renforcer leur compétitivité, sans savoir quand et si les marchés seront prêts à les accueillir.

Toutefois, le temps d'arrêt qui a suivi la récession a pris les allures d'une pause salutaire pour certains grands pays et pourrait, à certains égards, profiter au secteur manufacturier québécois. Les États-Unis ont fait connaître leur volonté de raffermir leur rôle comme grand producteur manufacturier mondial. La compétition est vive, notamment dans le sud<sup>1</sup>. Si l'on sent bien les offensives qu'ils mènent pour accroître le nombre d'usines sur leur territoire (par ex. : usine d'Electrolux Canada transférée de l'Assomption au Québec à Memphis), ils souhaitent rebâtir leurs chaînes de production sur le continent et rapatrier une partie de leur production impartie en Asie. Ce n'est pas chose faite, mais il y a là des occasions d'affaires pour les entrepreneurs québécois.

Outre la volonté affirmée des États-Unis, la faiblesse relative du huard face à la devise américaine pourrait à son tour avantager les producteurs de biens d'ici. Toutefois, baser une stratégie sur une faible devise ne peut être gagnante à moyen et à long terme, la débâcle des années 2003 et suivantes l'a prouvé. D'autres atouts doivent être mis de l'avant. Par ailleurs, les manufacturiers québécois peuvent espérer davantage que d'évoluer à l'ombre des États-Unis<sup>2</sup>. Sans nier le potentiel qui s'y trouve toujours, il faut se demander quel est le rôle que les entreprises manufacturières d'ici veulent jouer.

La multiplication des accords commerciaux bilatéraux et la signature toute récente de « l'Accord économique et commercial global » (AECG) du Canada avec l'Union européenne sont des occasions qui pourraient aider le secteur manufacturier québécois à reprendre du tonus et à favoriser l'essor de certains secteurs, notamment ceux de moyenne et de haute technologie dont les échanges sont déjà importants avec l'Europe. Les négociations de libre-échange du Partenariat transpacifique pourraient également offrir des occasions d'affaires. De plus, les pays en développement offrent un grand potentiel de croissance et il faut également regarder de ce côté.

Les prochaines années permettront de dire si la période actuelle aura servi de pivot pour affermir le secteur manufacturier québécois ou s'il s'agit d'une parenthèse entre deux dures périodes d'affrontement avec la concurrence (de 2000 à 2008 et de 2014 à la fin de la présente décennie) qui, au final, affaiblira davantage la position du Québec. Quoi qu'il en soit, le succès ne se mesurera pas uniquement à l'aune de l'emploi dans un contexte d'automatisation et de rareté de main-d'œuvre.

**Joëlle Noreau**  
Économiste principale

<sup>1</sup> « The competition among states- especially the southern states – is legendary ». The Globe and Mail, 5 juillet 2014, *An American revival : A Canadian manufacturer's quest to rebuild itself*.

<sup>2</sup> Le rapatriement de la production manufacturière : au-delà du discours, Perspective, volume 24, février 2014, 5 pages  
<http://www.desjardins.com/ressources/pdf/per0214f.pdf>

## Annexe 1 – PIB : répartition des secteurs selon le niveau technologique

| <i>Faible technologie</i>  | <i>Moyenne-faible technologie</i>                     | <i>Moyenne et haute technologie</i>                               |
|--|---|---|
| Fabrication d'aliments   | Fabrication de produits du pétrole et du charbon      | Fabrication de produits chimiques                                 |
| Fabrication de boissons et de produits du tabac                        | Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc | Fabrication de machines   |
| Usines de textiles et de produits textiles                             | Fabrication de produits minéraux non métalliques      | Fabrication de produits informatiques et électroniques            |
| Fabrication de vêtements, de produits en cuir et de produits analogues | Première transformation des métaux                    | Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques |
| Fabrication de produits en bois  | Fabrication de produits métalliques                   | Fabrication de matériel de transport                              |
| Impression et activités connexes de soutien                            |   |   |
| Fabrication du papier  |   |   |
| Fabrication de meubles et de produits connexes                         |   |   |
| Activités diverses de fabrication                                      |   |   |

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

## Annexe 2 – Ventes des fabricants Les cinq secteurs dominants en % du total québécois

| <i>Rang</i>                              | <i>1992</i>                             | <i>2000</i>                              | <i>2009<br/>(récession)</i>              | <i>2013</i>                              |
|--|---|--|--|--|
| 1  | Alimentation 14,0 %                     | Matériel de transport 12,2 %             | Alimentation 15,4 %                      | Alimentation 13,9 %                      |
| 2  | Papier 9,6 %                            | Produits info. et électro. 11,1 %        | 1 <sup>re</sup> transform. métaux 11,9 % | 1 <sup>re</sup> transform. métaux 13,8 % |
| 3  | 1 <sup>re</sup> transform. métaux 8,8 % | 1 <sup>re</sup> transform. métaux 10,3 % | Matériel de transport 11,3 %             | Matériel de transport 11,6 %             |
| 4  | Produits chimiques 7,6 %                | Alimentation 9,7 %                       | Pétrole et charbon 10,9 %                | Produits chimiques 6,2 %                 |
| 5  | Matériel de transport 6,9 %             | Papier 8,8 %                             | Papier 6,9 %                             | Papier 6,0 %                             |
| <b>Part des 5 premiers dans le total</b> | <b>46,9 %</b>                           | <b>51,8 %</b>                            | <b>56,4 %</b>                            | <b>51,5 %</b>                            |

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques